

**Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures**

*Procédure adaptée*

*En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.*

## **FOURNITURE DE MARQUES MAGNETIQUES PIT-TAGS POUR MARQUAGE INTERNE DE TRUITE ARC-EN-CIEL**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Centre de recherche  
Bretagne - Normandie**

Domaine de la Motte  
BP 35327

35653 LE RHEU cedex













Tél. : + 33 (0)2 23 48 51 00

Fax : + 33 (0)2 23 48 53 00

**Date limite de remise des offres :**

**12 janvier 2026 à 12h00**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : FOURNITURE DE MARQUES MAGNETIQUES PIT-TAGS POUR MARQUAGE INTERNE DE TRUITE ARC-EN-CIEL</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE)</p> <p>Domaine de la Motte BP 35327 35653 - LE RHEU cedex</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>0937 - UE PEIMA, Barrage du Drennec, 29450 Sizun</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée de l'accord-cadre est de 24 mois. Le marché ne prévoit aucune reconduction.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	5
ARTICLE 2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 3.	DURÉE .....	6
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE .....	6
4.1.	TYPE D'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	6
ARTICLE 6.	ASSURANCES .....	6
ARTICLE 7.	INTERVENANTS.....	7
7.1.	SOUS-TRAITANCE.....	7
7.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	7
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	8
8.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	8
8.2.	CONTENU DU PRIX .....	8
8.3.	VARIATION DES PRIX.....	8
8.4.	VARIATION EXCEPTIONNELLE DES PRIX .....	9
ARTICLE 9.	AVANCE .....	10
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
11.1.	DELAJ DE PAIEMENT .....	10
11.2.	FACTURATION .....	10
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	12
ARTICLE 13.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
13.1.	ORGANISATION DES LIVRAISONS .....	12
13.2.	MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES D'UN PRODUIT.....	13
13.3.	SUBSTITUTION DE PRODUITS ET COMPLEMENTS DE GAMME .....	13
13.4.	STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS : .....	13
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	14
ARTICLE 15.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	14
ARTICLE 16.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	15
16.1.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	15
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 17.	RÉCEPTION.....	16
ARTICLE 18.	DÉLAI DE GARANTIE .....	16
<b>PARTIE 6.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 19.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	16
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	17
ARTICLE 21.	MESURES COERCITIVES .....	17



ARTICLE 22.	CAS DE RÉILIATION .....	17
ARTICLE 23.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	18
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 1 -</b>	<b>CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION.....</b>	<b>19</b>

## PARTIE 1. PREAMBULE

---

### Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Monsieur/Madame Le Président

Adresse : INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE), Domaine de la Motte, BP 35327, 35653 LE RHEU cedex

Téléphone : 02.23.48.51.00

### ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

**Objet des fournitures :** FOURNITURE DE MARQUES MAGNETIQUES PIT-TAGS POUR MARQUAGE INTERNE DE TRUITE ARC-EN-CIEL.

L'acquisition se fait dans le cadre des travaux de l'unité expérimentale PEIMA du centre INRAE Bretagne-Normandie (<https://peima.rennes.hub.inrae.fr/>). Dans le cadre d'une demande grandissante en identification de poissons au niveau individuel, l'unité cherche à acquérir des marques magnétiques de format PIT-tag pour truites arc-en-ciel de différentes tailles.

Le marché est composé d'un lot unique qui regroupe deux tailles de marques PIT-tags, et du matériel de marquage :

1. Marques magnétiques de 12 x 2 mm
2. Marques magnétiques de 8 x 1.4 mm
3. Injecteurs pouvant insérer les marques de 12 mm

**Lieux de livraison :** 0937 - UE PEIMA, Barrage du Drennec, 29450 Sizun

Le montant maximum de commande total est limité à 140.000,00 € HT.

### **ARTICLE 3. DUREE**

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Délais d'exécution de la première commande (indiquée au DQE) :

Pour des raisons de contraintes de calendrier expérimental, le candidat devra pouvoir assurer une livraison au plus tard le 6 Mars 2026

Délai de livraison :

Le délai de livraison sera fixé au sein de chaque bon de commande.

### **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

#### **4.1. Type d'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures.

### **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

## **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

---

### **ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

#### **8.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Quantités/montant maximum de commande :

Le montant maximum de commande pour la durée totale est fixé à 140 000 euros Hors Taxes

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande,

- soit par application des prix dont le libellé est donné au bordereau des prix unitaires,
- soit par application des prix figurant au catalogue du titulaire, tenant compte de la remise figurant dans l'acte d'engagement.

#### **8.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### **8.3. Variation des prix**

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres initiales ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, à la date anniversaire de la notification du contrat, par référence au barème du titulaire.

Le titulaire devra pour cela adresser sa nouvelle proposition de prix, accompagnée des justificatifs de cette augmentation, ce au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par lettre adressée par mail ou courrier de dématérialisation des marchés publics.

La révision de prix sera effective après acceptation par le pouvoir adjudicateur.



Dans le cas où le fournisseur ne présenterait pas les nouveaux tarifs dans le délai défini ci-dessus, les tarifs de la première période seront reconduits.

▪ Clause limitative dite " de sauvegarde "

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,0 % par an.

Cette résiliation prend la forme d'une décision expresse et est exécutoire immédiatement après sa notification au titulaire. Entre la date de notification de la résiliation et sa date d'effet, les prix applicables sont les anciens prix, non touchés par la dernière révision en date.

#### **8.4. Variation exceptionnelle des prix**

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance exceptionnelle que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, ou en cas de variation exceptionnelle du coût des matières premières, d'une manière telle qu'elle est à la fois extérieure au titulaire, imprévisible et qu'elle modifie significativement l'économie du marché, malgré la mise en œuvre passée ou à venir de la clause de révision des prix de l'accord-cadre, le titulaire et l'INRAE examinent de bonne foi les conséquences notamment financières de cette circonstance ou de cette variation.

Le titulaire demande à l'INRAE la mise en œuvre de cet article en apportant des éléments démontrant que les conditions mentionnées à l'alinéa précédent sont remplies, notamment des éléments de preuve (nationaux et internationaux) justifiant de la circonstance ou de la variation exceptionnelle. Cette demande doit être effectuée au minimum deux (2) mois avant la date d'effet souhaitée des modifications apportées, en principe à titre temporaire, au marché.

A cette demande est joint le BPU (sous format Excel) sur lequel doit obligatoirement figurer :

- L'ancien prix unitaire HT ;
- Le nouveau prix unitaire HT ;
- Le pourcentage d'évolution produit par produit ;
- Le nouveau montant total HT et TTC ;
- L'évolution globale sur l'ensemble du marché.

A défaut de production de cette pièce, le délai de traitement de la demande est suspendu.

S'il considère que les éléments fournis justifient la mise en œuvre de la présente clause, l'INRAE peut demander au titulaire, dans un délai qu'il détermine, des éléments de preuve complémentaires, tels que des factures, permettant de justifier précisément la réalité et le quantum des surcoûts imputables à la circonstance ou à la variation invoquée, ainsi que la preuve, le cas échéant par déclaration sur l'honneur, de ce que les augmentations de prix sont appliquées à l'ensemble de sa clientèle.

Dans le cas où le titulaire n'apporte pas les justifications attendues dans le délai fixé par l'INRAE, ce dernier a la faculté de lui donner un délai supplémentaire, ce qui a pour effet de décaler la date d'effet des éventuelles modifications à apporter au marché. A défaut de production des pièces demandées à l'issue de ce délai, le cas échéant prolongé, l'INRAE peut rejeter la demande et éventuellement résilier l'accord-cadre sans indemnisation du titulaire.

A défaut de résiliation, l'exécution de l'accord-cadre est poursuivie aux conditions de prix initiales. En cas d'acceptation, les nouveaux prix sont validés par voie d'avenant pendant la durée fixée dans ce dernier. Le titulaire doit en outre obligatoirement prévenir l'INRAE en cas de baisse des coûts, et immédiatement répercuter la baisse sur ses prix de vente, le cas échéant par application d'une offre de prix promotionnels.

## ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

### 11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Agent comptable secondaire du centre INRAE Bretagne - Normandie  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT  
(INRAE)  
Domaine de la Motte  
BP 35327  
35653 LE RHEU cedex  
Tél. : 02.23.48.51.00

### 11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE)

SIRET : 18007003900276

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

---

### ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

### ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 13.1. Organisation des livraisons

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- Les manutentions sont à la charge du fournisseur ;
- Les risques afférents au transport incombent au titulaire ;
- Le titulaire devra s'informer et se conformer aux mesures de biosécurité et aux plans de prévention des risques mis en place sur les sites ;

A chaque livraison, l'identification devra apparaître sur les bons de livraison.

Le délai d'exécution de chaque commande court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

La livraison doit être effectuée à l'adresse suivante : : 0937 - UE PEIMA, Barrage du Drennec, 29450 Sizun

### **13.2. Modification des caractéristiques d'un produit**

En cas de modification de référence liée à un changement de code du produit ou en cas d'évolution du produit lié à un changement de conditionnement, d'emballage ou de composition, dès lors que les caractéristiques techniques principales du produit ne sont pas modifiées et sans impact sur le prix, le titulaire informe l'unité de l'INRAE du changement. Il lui adresse la fiche technique du produit mise à jour. Après avoir vérifié que cette modification ne rend pas le produit non conforme aux exigences du marché et que l'absence d'incidence sur le prix ne prête pas à discussion, l'unité informe le titulaire de la modification opérée.

Le non-respect de cette procédure expose le titulaire à un rejet des marchandises de la part des bénéficiaires.

L'INRAE peut refuser le(s) modification(s) demandées par le titulaire et se réserve le droit de résilier l'accord cadre en fonction de l'importance des changements demandés par le titulaire. Il peut également considérer qu'elles doivent donner lieu à la procédure de substitution de produit.

### **13.3. Substitution de produits et compléments de gamme**

Le titulaire propose des évolutions ou compléments de gamme dans les cas suivants :

- Arrêt de commercialisation d'un produit ;
- Evolution technique du produit dépassant le cas d'une simple modification de ses caractéristiques ;
- Evolution de la réglementation ;
- Evolution des besoins des bénéficiaires.

Le titulaire remet une fiche technique. Les produits proposés sont au moins équivalents, en termes de qualité, au produit figurant dans son offre technique initiale.

Le titulaire applique aux produits concernés un prix inférieur ou égal au prix (remisé ou non) du BPU de l'accord-cadre.

En cas d'acceptation de L'INRAE, ces évolutions et compléments de gamme donnent lieu, à la modification du bordereau des prix conformément à la clause de réexamen.

### **13.4. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

#### Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;

- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du lot de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

## **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

### Dispositions environnementales et RSE :

Se référer aux critères de choix à l'article 6 du règlement de la consultation

## **ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

### **Modifications :**

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

### **Clause de réexamen :**

Conformément aux articles L.2194-1, L.2194-2, R.2194-2 à R.2194-7 du Code de la commande publique, une modification du présent accord-cadre, en cours d'exécution, pourra être admise, quel qu'en soit le montant, dans les cas suivants :

#### **- Ajouts d'articles**

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le BPU par l'ajout de prix nouveaux pour y inclure des articles rendus nécessaires. Cette décision fait l'objet d'une notification d'un nouveau BPU au titulaire, sans nécessité de passer une modification contractuelle au contrat.

La limite d'une augmentation de références sur la durée totale du marché est fixée à ¼ de plus maximum.

#### **- Retrait et/ou substitution d'articles**

Les produits du BPU dont la fourniture est rendue impossible ou inopportune peuvent faire l'objet d'un retrait du BPU et/ou d'une substitution en raison :

- d'une évolution technique ou réglementaire,
- d'un arrêt de production ou de distribution,
- d'une insatisfaction liée à l'exécution de l'accord-cadre quant à leur qualité

Le titulaire propose dans ce cas le remplacement d'un de ces produits par un autre produit aux performances équivalentes ou supérieures pour un prix au plus égal.

En cas d'accord de la part du pouvoir adjudicateur, cette modification se réalise par notification d'un nouveau BPU au titulaire sans nécessité de passer une modification contractuelle au contrat.

#### - Modification de l'environnement réglementaire

En cas de suppression de l'un des indices mentionnés à l'article 8.3 du présent CCAP, son indice de remplacement lui est substitué.

Ces modifications feront l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire.

#### - Modification des montants maximum

Les maximums mentionnés au marché peuvent être augmentés dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification des pratiques et protocoles d'achat au sein des bénéficiaires ;
- en cas de modification législative ou réglementaire liée notamment au produit ou à ses conditions de commercialisation ;
- en cas de circonstance imprévisible pour les bénéficiaires ou le fournisseur ayant un impact significatif sur l'exécution de l'accord-cadre ou ses prix, dès lors que cette augmentation apparaîtrait nécessaire, au regard en particulier des justificatifs apportés par le titulaire et aux projections raisonnables de commandes des bénéficiaires pour la durée restant à courir de l'accord-cadre.

Tout changement de maximum à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'une modification contractuelle.

#### - Cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire

Lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles de l'accord-cadre.

Tout changement de contractant à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'une modification contractuelle.

En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

Si les modifications définies ci-dessus sont de nature à compromettre l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre conformément au CCAG applicable.

## **ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17. RECEPTION**

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

### **ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de l'admission.

## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **Protection des données à caractère personnel :**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### **Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### **Réparation des dommages :**

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.



## PARTIE 7. DEFALLANCE DANS L'EXECUTION

---

### ARTICLE 20. PENALITES ET PRIMES

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de :

50 € par jour ouvré de retard.

#### **Plafond des pénalités :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le plafond des pénalités applicables par bon de commande est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

#### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Rennes  
Tél. : 02 23 21 28 28  
Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Rennes  
Tél. : 02 23 21 28 28  
Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

---

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 14.1.2 et à l'article 10.2.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

## **ANNEXE 1 - CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION**

---



147, rue de l'Université  
75338 PARIS CEDEX 07

### **CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION**

---

<b>Contributeurs</b>	Sylvie NUGIER ( <i>RSSI</i> ) Nathalie GANDON ( <i>DPO</i> )
<b>Rédacteurs</b>	Cécile PEREIRA SANTO ( <i>Resp. Pôle Achats IT</i> )
<b>Valideurs</b>	Sylvie NUGIER ( <i>RSSI</i> ) Nathalie GANDON ( <i>DPO</i> )

Version du document : **AVRIL 2023**

## 1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le marché. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

### 1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

### 1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

### 1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- **Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,**
- **Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.**

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

### 1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformati-ns/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

## 1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
  - 1.
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.
  - 2.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

3.

## 2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

### 2.1 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

### 2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
  - 4. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
  - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.